

## **MICROFINANCE SOLIDAIRE**

Société par Actions Simplifiée au capital de 3.358.465 euros

Siège social : 29 rue Ladmirault

86000 Poitiers

523 994 101 RCS Poitiers

---

### **LETTRÉ DU PRÉSIDENT SUR LE**

### **RESPECT DES ENGAGEMENTS SOCIAUX ET SOLIDAIRES**

Chers Associés,

Depuis 2010, Microfinance Solidaire SAS finance la croissance et la consolidation d'entreprises sociales qui permettent aux plus démunis d'accéder à des services financiers et à des produits d'éclairage et de cuisson dans les pays en développement.

Microfinance Solidaire entre de par ses activités sociales et son mode de gestion dans le cadre législatif de l'Economie Sociale et Solidaire instauré par la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014. En effet, l'Economie Sociale et Solidaire est un mode d'entreprendre et de développement économique adapté à tous les domaines de l'activité humaine auquel adhèrent des personnes morales de droit privé qui remplissent des conditions telles que notamment:

- ✓ Un but poursuivi autre que le seul partage des bénéfices,
- ✓ Une gouvernance démocratique,
- ✓ Des bénéfices majoritairement consacré au maintien et au développement de l'activité de l'entreprise, par le biais de mises en réserves obligatoires.

La loi prévoit que les activités relevant de l'Economie Sociale et Solidaire peuvent être exercées par des sociétés commerciales dès lors qu'elles appliquent les principes de l'Economie Sociale et Solidaire d'une part et qu'elles poursuivent la recherche d'une utilité sociale<sup>1</sup> d'autre part.

---

<sup>1</sup> **Article 2** - Loi ESS du 31 juillet 2014

Sont considérées comme poursuivant **une utilité sociale au sens de la présente loi les entreprises dont l'objet social satisfait à titre principal à l'une au moins des trois conditions suivantes :**

Microfinance Solidaire a été agréée Entreprise Solidaire d'Utilité Sociale (« ESUS ») par la DIRECCTE de la Vienne en date du 7 août 2017.

Dans ce cadre, Microfinance Solidaire SAS a institué en 2017 un « Comité de Suivi », consultatif, chargé de conseiller le Comité de Surveillance quant au respect des engagements sociaux et solidaires de la Société et de mesurer les impacts et les éventuels risques financiers, sociaux et environnementaux liés aux activités de la Société.

Le Comité de Suivi a pour mission :

- D'assurer un suivi détaillé de chaque institution ou programme financé par Microfinance Solidaire, à partir des chiffres historiques et des projections d'activité (performances financière, opérationnelle et sociale), et d'émettre régulièrement un avis à destination du Comité de Surveillance sur la santé et la qualité des activités menées au sein de ces institutions et programmes et des risques potentiels.
- D'émettre des avis sur toutes propositions de la Société, du Comité de Surveillance ou des associés sur les décisions stratégiques touchant à la finalité sociale de la Société et aux valeurs de l'économie sociale et solidaire ;
- Mesurer l'impact des activités de la Société sur l'environnement et la société civile ; et
- Présenter, à l'occasion de la tenue de l'assemblée générale annuelle, un rapport d'activité sur l'application de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire.

Afin de réaliser ses missions, le Comité de Suivi est informé et consulté sur les orientations stratégiques de la Société (activité, budget, investissements, objet social, ...) et les initiatives potentiellement mises en avant . Pour cela, il obtient communication des rapports de mesure d'impact de chaque entreprise sociale établis par les entreprises sociales elles-mêmes et consolidés par l'équipe de gestion de la performance sociale d'Entrepreneurs du Monde et l'équipe de contrôleurs de gestion d'Entrepreneurs du Monde. Ces tâches sont refacturées à Microfinance Solidaire grâce à une convention de mise à disposition de personnel.

---

*1° Elles ont pour objectif d'apporter, à travers leur activité, un soutien à des personnes en situation de fragilité soit du fait de leur situation économique ou sociale, soit du fait de leur situation personnelle et particulièrement de leur état de santé ou de leurs besoins en matière d'accompagnement social ou médico-social. Ces personnes peuvent être des salariés, des usagers, des clients, des membres ou des bénéficiaires de cette entreprise ;*

*2° Elles ont pour objectif de contribuer à la lutte contre les exclusions et les inégalités sanitaires, sociales, économiques et culturelles, à l'éducation à la citoyenneté, notamment par l'éducation populaire, à la préservation et au développement du lien social ou au maintien et au renforcement de la cohésion territoriale ;*

*3° Elles concourent au développement durable dans ses dimensions économique, sociale, environnementale et participative, à la transition énergétique ou à la solidarité internationale, sous réserve que leur activité soit liée à l'un des objectifs mentionnés aux 1° et 2°.*

Le Comité de Suivi peut soumettre des questions et suggestions au Comité de Surveillance à charge pour ce dernier de délibérer et décider sur ces éléments.

Je tiens à remercier le Comité de Suivi pour ses missions et les avancées réalisées depuis sa création en 2017, notamment sur :

- L'analyse des performances financière, opérationnelle et sociale des entreprises sociales soutenues par la Société;
- L'émission des avis sur les candidatures aux financements des entreprises sociales
- Les conseils émis sur le déroulement des opérations et la gestion de certains risques dans les pays en développement ;
- Les avancées réalisées sur les mesures d'impact fournies par les entreprises sociales et vérifiées par l'équipe Gestion de la Performance Sociale d'Entrepreneurs du Monde,

Ces données, de plus en plus précises, ont permis de produire cette année un premier rapport détaillé sur la performance sociale, incluant les activités de recherche et d'impact menées avec le soutien de Microfinance Solidaire SAS. Ce rapport est disponible en annexe du rapport d'activité 2019 de la Société, où les informations clés y sont présentées.

Enfin, le Comité de Suivi a pour mission à veiller à ce que la Société respecte les engagements d'entreprise de l'Economie sociale et Solidaire (ESS) et d'Entreprise Solidaire d'Utilité Sociale (ESUS) au sens de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014. Ce premier rapport d'activité « ESS » ci-après vous est présenté à l'occasion de l'assemblée générale annuelle, conformément aux dispositions de ladite loi. La préparation de ce rapport permet de suivre la démarche d'amélioration continue de la Société. Il a été préparé avec l'appui du guide définissant les bonnes pratiques des entreprises de l'Economie Sociale et Solidaire publié par le Conseil Supérieur de l'Economie Sociale et Solidaire le 7 février 2017. Des indicateurs de suivi seront définis par le Comité de Suivi afin de mesurer les progrès réalisés entre chaque rapport « ESS » sur le respect des engagements sociaux et solidaires.

***Le Président***

## **RAPPORT D'ACTIVITE SUR LE RESPECT DES ENGAGEMENTS SOCIAUX ET**

### **SOLIDAIRES**

**EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2019**

#### **INTRODUCTION : CONTRIBUTION DE MICROFINANCE SOLIDAIRE AUX OBJECTIFS DU DÉVELOPPEMENT DURABLE DÉFINIS PAR LES NATIONS UNIES**

Définis par l'Organisation des Nations Unies, les Objectifs de développement durable (ODD), également nommés Objectifs mondiaux, sont un appel mondial à agir pour éradiquer la pauvreté, protéger la Planète et faire en sorte que tous les êtres humains vivent dans la paix et la prospérité.

Déclinés en 17 Objectifs, ceux-ci s'appuient sur les succès des Objectifs du Millénaire pour le développement, tout en y intégrant de nouvelles préoccupations telles que les changements climatiques, la paix et la justice, entre autres priorités. Ces objectifs sont étroitement liés les uns aux autres, le succès de l'un dépendant souvent de la résolution de problématiques généralement associées à un autre objectif. En reposant sur le partenariat et le pragmatisme, les ODD visent à faire dès maintenant les bons choix pour améliorer, de manière durable, le sort des générations futures.

En 2018, un travail d'analyse a permis d'identifier que les activités de Microfinance Solidaire permettent de contribuer à 6 des ODD :

- ODD-1 : Réduction de la pauvreté
- ODD-3 : Bonne santé et bien-être
- ODD-5 : Égalité entre les sexes
- ODD-7 : Énergie propre et d'un coût abordable
- ODD-10 : Inégalités réduites
- ODD-12 : Consommation et production responsables

Ce travail d'analyse a été réalisé avec l'appui de l'équipe Gestion de la Performance Sociale d'Entrepreneurs du Monde : Eugénie Constancias Mèlère et Ian Best, et l'équipe permanente de Microfinance Solidaire :

- Camille Richer, Responsable Administratif et Financier,
- Eric Eustache, Responsable du Développement,
- Franck Renaudin, Président et
- Thomas Thivillon, Recherche et évaluation d'impact..

Le rapport ci-après fera donc référence aux ODD.

## **I. MODALITES EFFECTIVES DE GOUVERNANCE DEMOCRATIQUE**

Le nombre de salariés de l'équipe de Microfinance Solidaire était de 4 à fin 2019, et la Société ne compte pas de ressource supplémentaire (mécénat, bénévolat...). De par sa taille, la Gouvernance de la Société est simple et s'organise autour du Comité de Suivi et du Comité de Surveillance dont le fonctionnement est conforme aux statuts de la Société. Les Assemblées Générales annuelles regroupent, elles la centaine d'Associés (personnes physiques et personnes morales) qui sont dûment convoqués.

Le **Comité de Surveillance**, comptant 8 membres, est doté d'un Président et constitué de 8 membres non rémunérés et indépendants. Composé de personnes expérimentées dans les domaines de la solidarité internationale et des fonds d'investissement, le Comité de Surveillance a un rôle d'approbation des financements, de contrôle interne, et a notamment vocation à approuver les octrois de crédit aux entreprises sociales ainsi que les décisions susceptibles de faire porter un engagement au bilan ou hors bilan à la société Microfinance Solidaire, orientations stratégiques, des éventuels recrutements ou mises à disposition de personnel. Le Comité se réunit au minimum une fois par trimestre. Ses membres au 31 décembre 2019 étaient les suivants :

- Jean-Paul BERNARDINI – Président du Comité de Surveillance
- Hélène KERAUDREN-BAUBE
- Michel GASNIER, Président du Conseil d'Administration d'Entrepreneurs du Monde
- Grégoire HÉAULME
- David MOOS
- Franz WEIS
- Crédit Coopératif, représenté par Cyrille LANGENDORFF
- PhiTrust Partenaires, représenté par Xavier THAURON

En 2019, le Comité de Surveillance s'est réuni 7 fois, et a enregistré un taux de participation de 79% de membres présents ou représentés.

Le **Comité de Suivi**, organe participatif, permet aux actionnaires, aux partenaires comme ATIA et Entrepreneurs du Monde et aux salariés de Microfinance Solidaire et de Entrepreneurs du Monde de participer au suivi et à l'analyse de la situation de chaque entreprise sociale financée. Le Comité de Suivi approfondit son rôle d'analyse des investissements proposés et son appréciation du risque et de la performance sociale.

Au 31 décembre 2019, il était composé de :

- Eric EUSTACHE, Microfinance Solidaire SAS puis Entrepreneurs du Monde à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020, Président du Comité de Suivi
- Camille RICHER, Microfinance Solidaire SAS, Secrétaire du Comité de Suivi
- Sylvie BOURNAZEL, Crédit Coopératif, Secrétaire adjointe du Comité de Suivi

- Ian BEST, Entrepreneurs du Monde
- Fathi NOUIRA, Entrepreneurs du Monde
- Xavier THAURON, Phitrust Partenaires

Chaque réunion du Comité de Suivi fait intervenir des personnes de terrain, chercheurs ou analystes :

- Adèle GILLOT, BNP Paribas AM
- Guéno­lée LAMOUREUX, BNP Paribas AM
- Thomas THIVILLON, Microfinance Solidaire SAS
- Marie ATEBA-FORGET, Entrepreneurs du Monde
- Stéphanie DIETSCH, Entrepreneurs du Monde
- Carole SULSKI, Entrepreneurs du Monde
- Alexandre BORME, Entrepreneurs du Monde
- Pierre CUCHE, ATIA

Sur la base de toutes les informations fournies par les entreprises sociales et les informations de suivi opérationnel fournies par ATIA et Entrepreneurs du Monde en toute transparence, le Comité de Suivi a réalisé une fiche d'analyse de 2 à 3 pages pour chacune des 20 entreprises sociales composant le portefeuille de la Société.

Une grille de synthèse apprécie le niveau de risque financier ? et de performance sociale de chaque entreprise sociale, pour prioriser les sujets abordés lors des réunions du Comité de Suivi, et faciliter l'émission des avis qui sont ensuite partagés avec le Comité de Surveillance.

### Niveau de risque

Faible	Rien à signaler
Moyen	Vigilance
Surveillance	Surveillance / Restructuration
Elevé	Risque de perte du capital

### Appréciation de la performance sociale

Excellent	Excellents systèmes de gestion de la performance sociale et de protection des clients étant donné la taille de l'organisation. Probabilité élevée d'atteindre les objectifs sociaux/de remplir la mission sociale.
-----------	--

Adéquat	Systèmes de gestion de la performance sociale et de protection des clients adéquats pour la taille de l'organisation. Alignement avec la mission satisfaisant.
Faible	Systèmes de gestion de la performance sociale et de protection des clients faibles étant donné la taille de l'organisation. Risque moyen de dérive de la mission.
Risque de dérive	Systèmes de gestion de la performance sociale et de protection des clients très faibles étant donné la taille de l'organisation. Risque élevé de dérive de mission/très faible probabilité d'atteindre les objectifs sociaux.

La méthodologie pour l'appréciation globale de la performance sociale est basée sur les paramètres suivants:

- les initiatives de gestion de la performance sociale suivantes sont prises en compte (12,5 points attribués pour chacune)
  - 1) Stratégie gestion de la performance sociale formalisée,
  - 2) Objectif(s) chiffré(s) fixé(s) pour la portée auprès des clients,
  - 3) Adhésion à la Smart Campaign,
  - 4) Reporting au MIX Market,
  - 5) Code d'éthique/charte sociale en place,
  - 6) Procédure de plainte en place
  - 7) Suivi actif des raisons de départ
  - 8) Rapport de performance sociale complété
- les notes au SPI4 de CERISE,
- la transparence des prix pour les bénéficiaires,
- les résultats des enquêtes de satisfaction, et
- la portée auprès des personnes pauvres mesurée en % des bénéficiaires au premier cycle de prêt sous le seuil de pauvreté moins le % de la population de la zone sous le seuil de pauvreté.

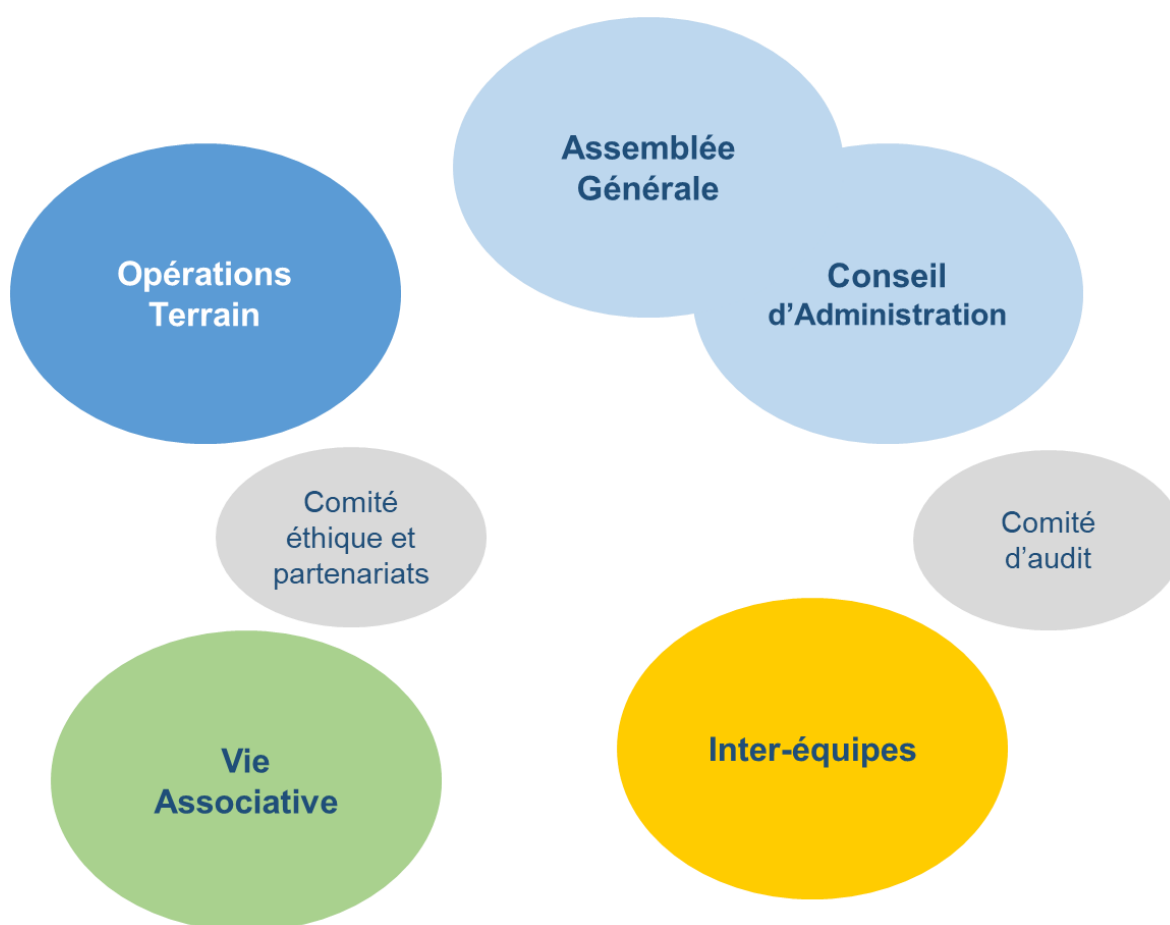
En 2019, le Comité de Suivi s'est réuni 4 fois et a enregistré un taux de participation de 83% de membres présents.

## II. CONCERTATION DANS L'ELABORATION DE LA STRATEGIE DE L'ENTREPRISE

Microfinance Solidaire a été créée en 2010 à l'initiative de l'association Entrepreneurs du Monde, pour mobiliser de nouvelles sources de financement pour les entreprises sociales ciblant les populations les plus fragiles, et capables d'atteindre la pérennité financière.

Sa stratégie de développement est donc liée à celle d'Entrepreneurs du Monde, 19 des entreprises sociales financées sur 20 étant issues du réseau Entrepreneurs du Monde ou encore dans le processus d'incubation de l'association.

À ce titre, les salariés de Microfinance Solidaire sont intégrés dans les organes de prise de décision collégiale d'Entrepreneurs du Monde, présentés ci-après.



- Une **Assemblée Générale (AG)** informée plus que décisionnaire. L'objectif est d'avoir des membres sélectionnés sur la base de leur adhésion aux valeurs d'Entrepreneurs du Monde et de leur engagement à soutenir l'association, et invités à rejoindre éventuellement le CA. Ses pouvoirs : approuver les comptes et le budget, valider l'adhésion de nouveaux membres, nommer les administrateurs au CA.
- Un **Comité d'Audit** supervise tous les aspects importants liés au contrôle interne et à l'audit interne au sein du réseau Entrepreneurs du Monde. Les termes de référence sont en cours



d'élaboration et préciseront le périmètre d'action et les relations avec les programmes concernés. Il portera une attention particulière aux aspects qualitatifs des processus de contrôle et d'audit au sein de l'association Entrepreneurs du Monde et ses entreprises sociales en incubation. Le Comité travaillera en étroite collaboration avec les équipes finances et gestion des risques de l'association.

- Un **Comité éthique et partenariats** : le comité éthique et partenariats (en cours de création) a pour mission de garantir le respect de sa politique éthique dans le cadre de ses partenariats. Il peut être saisi à tout moment par les membres, administrateurs, collaborateurs de l'association, entreprises sociales en incubation ou un véhicule de l'écosystème d'Entrepreneurs du Monde (fondation, association, Microfinance Solidaire, NVI).
- Un **Conseil d'Administration (CA)** apporte un regard extérieur à la stratégie et aux problématiques d'Entrepreneurs du Monde, challenge les propositions mais fait confiance aux équipes pour prendre les décisions liées aux activités (opérationnelles ou liées à la vie de l'association). Les administrateurs, professionnels bénévoles disposant d'une expertise dans différents domaines, s'impliquent dans la vie de l'association (événements de collecte de fonds) et sur le terrain (rencontre des équipes, implication dans la gouvernance de certaines entreprises sociales en incubation) selon leurs disponibilités. Le fondateur et le coordinateur des équipes d'Entrepreneurs du Monde participent systématiquement aux CA ainsi que le représentant du Comité Social Economique (CSE) basé en France, sans droit de vote.

**3 organes de prise de décision collégiale** ont été créés récemment :

- **Cercle des Opérations Terrain (COT)** : pour la prise de décisions sur des sujets opérationnels transversaux (synergies métiers).

Il est à noter que, sur le terrain, chaque entreprise sociale a son propre organe de gouvernance : **COPIL (comité de pilotage)** quand l'entreprise sociale est en incubation, **CA (Conseil d'Administration)** lorsque le partenaire est une entité de droit local. Certaines décisions prises au niveau d'Entrepreneurs du Monde doivent être communiquées aux COPIL/CA terrain et vice-versa certaines problématiques terrain peuvent être communiquées aux organes de prise de décision collégiale d'Entrepreneurs du Monde.

Par ailleurs, les **équipes métiers** ont leurs propres réunions de coordination et pouvoir de décision dans le respect de la stratégie d'Entrepreneurs du Monde, des budgets définis, des fondamentaux et principes d'action d'Entrepreneurs du Monde. Ne sont soumis à la collégialité au sein du COT que les problématiques transversales (synergies métiers, appui technique, etc.) ou impactant les principes d'actions, la stratégie et le budget consolidé d'Entrepreneurs du Monde.

- **Cercle Vie Associative (CVA)** : pour la prise de décisions liées à la vie de l'association en France (ex : plan de communication de l'association, conditions proposées aux

collaborateurs, aménagement de bureaux, etc.) et/ou à l'international (ex : sécurité des équipes, ajustement d'une indemnité terrain, etc.).

- **Cercle Inter Equipes (CIE)** : pour la prise de décisions liées à la fois aux opérations et à la vie de l'association (ex : validation de la planification stratégique d'Entrepreneurs du Monde, du budget annuel consolidé et du révisé budgétaire annuel consolidé).
- Afin de favoriser la participation de tous et contribuer ainsi à une meilleure adhésion des décisions prises, des **Groupes de Travail (GT)** peuvent être créés pour mener des réflexions et apporter les éléments nécessaires à la prise de décision auprès de ces 3 cercles en fonction du sujet. Les GT peuvent être créés par tous les collaborateurs EdM à partir du moment où le sujet concerne plus d'une équipe et/ou plus d'un programme. Les collaborateurs basés sur le terrain peuvent en être à l'initiative d'un GT au même titre que les collaborateurs basés en France.

### **III. TERRITORIALITE : INTEGRATION ET CONTRIBUTION DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE ET DES EMPLOIS DANS LES TERRITOIRES ET LIEN AVEC LES USAGERS ET REPONSE AUX BESOINS NON COUVERTS DES POPULATIONS**

Dans les 14 pays dans lesquels Microfinance Solidaire intervient, la microfinance fait l'objet d'une attention particulière des Etats, puisque considérée comme un outil efficace de développement économique et de réduction de la pauvreté. Après une longue période durant laquelle les états ont soutenu son développement rapide, la tendance est désormais à l'assainissement d'un secteur qui a connu de nombreuses déconvenues : la microfinance est un métier qui suppose une forte technicité, une offre de services adaptée, des ressources humaines compétentes, un contrôle de gestion et des capacités d'audit interne efficaces, des ressources financières et informatiques adaptées. Sans cet ensemble de moyens, les institutions créées ne peuvent espérer atteindre la viabilité économique ni se développer à long terme.

Par ailleurs, chacun des pays dans lesquels Microfinance Solidaire SAS a engagé des financements dans le domaine de l'énergie est doté d'une politique énergétique basée à la fois sur une stratégie de diversification de l'offre (développement d'énergies renouvelables et de substitution aux combustibles ligneux), mais aussi sur une maîtrise de la demande par la promotion des technologies facilitant les économies d'énergie. Ces pays ont élaboré des programmes de lutte contre la déforestation et la désertification qui visent une gestion durable et raisonnée des forêts par des actions de reforestation d'une part et par la maîtrise de la demande en combustible ligneux d'autre part. En promouvant des équipements permettant de réduire l'utilisation de combustibles ligneux (foyers améliorés) ou d'utiliser d'autres sources d'énergie (lampes solaires et réchauds GPL), **les entreprises sociales accompagnées par Entrepreneurs du Monde et financées par Microfinance Solidaire s'inscrivent en pleine cohérence avec les politiques nationales des pays dans lesquels elle opère.**

Le rôle et la pertinence de chaque entreprise sociale dans son territoire est détaillé ci-dessous.

- **Bénin**

Créée en 1998, l'Association de Lutte pour la promotion des Initiatives de Développement (**ALIDé**), a été transformée en institution de microfinance en 2006 puis son suivi a été délégué à Entrepreneurs du Monde par Initiative Développement en 2007. Alidé a reçu le prix de la meilleure Institution de Microfinance béninoise en 2014, notamment pour sa capacité à toucher les plus démunis. Elle a pour mission d'améliorer les conditions de vie des populations défavorisées en leur offrant des services financiers et non-financiers de qualité. ALIDé a la particularité de réaliser également des prêts aux salariés formels pour une petite partie de son portefeuille, avec une agence uniquement dédiée à ce segment de la population. Chaque année, ALIDé soutient plus de 40 000 personnes.

- **Burkina Faso**

**Yikri** - Microfinance Sociale. Après plusieurs années d'appui technique à des institutions de microfinance locales, Entrepreneurs du Monde a décidé d'en créer une en propre en 2014, baptisée Yikri (« L'envol » en langue mooré). Celle-ci a démarré ses opérations en 2015 et compte déjà près de **24 000 bénéficiaires, avec un encours de prêt de 5,5 millions d'euros**. Implantée dans les zones non loties de la périphérie de Ouagadougou, elle agit sur des terrains sur lesquels les autres institutions de microfinance ne sont pas présentes. Ses bénéficiaires sont des familles pauvres, ayant souvent quitté récemment les campagnes pour venir chercher de meilleures conditions de vie en ville. Les entrepreneurs se constituent en groupes, puis accèdent à un compte épargne individuel et à des crédits adaptés à leur besoin et octroyés sans garantie ni caution. Une ou deux fois par mois, les groupes se réunissent pour une formation sur un thème lié à l'activité (comptabilité, vente, gestion des stocks, etc) ou à la vie familiale (prévention des maladies, des violences conjugales, droits civiques, etc). Enfin, dans chaque agence, un agent social aide ceux qui sont en difficulté par l'écoute, le conseil et le référencement vers des partenaires ressources.

Entrepreneurs du Monde a créé **Nafa Naana** (« Le bénéfice est arrivé » en langue locale) en 2012 pour rendre accessibles des solutions modernes et efficaces : lampes solaires, réchauds à gaz et foyers améliorés économes en combustible. L'équipe contribue au développement du tissu économique local : elle a créé une gamme, une marque et un réseau de revendeurs franchisés et travaille en partenariat avec des associations, des groupements de femmes, et autres acteurs locaux. Elle sensibilise les populations, promeut les produits et met en place des mécanismes financiers (épargne, crédit, paiement échelonné) à tous les niveaux de la chaîne de production et de distribution. Nafa Naana a déjà réussi sa transformation en SAS de droit burkinabè en 2019.

- **Ghana**

**Initiative Development (ID) Ghana** est une Institution de Microfinance Sociale unique dans le paysage ghanéen et une référence en matière de microfinance sociale pour les plus démunis. Grâce

à ses services de microcrédit, d'épargne et de formation, et à sa vision sociale très innovante, ID Ghana aide chaque année plus de 15 000 familles à sortir durablement de la précarité. Cette ONG a mis en place la méthodologie de groupe sans caution solidaire recommandée par Entrepreneurs du Monde en 2008, ce qui a été un véritable succès auprès des bénéficiaires et a permis d'augmenter le nombre de personnes soutenues, améliorer la qualité du portefeuille et atteindre l'équilibre financier quelques années plus tard. ID Ghana offre aussi une subvention à ses bénéficiaires de pour souscrire au système national d'assurance santé. L'institution de microfinance emploie des travailleurs sociaux qui suivent les familles en situation d'extrême précarité. À noter aussi son innovation en matière de sensibilisations sociales, qui sont dispensées par des bénéficiaires élus par leurs pairs et formés par les formateurs d'ID Ghana.

- **Guinée Conakry**

En 2016, Entrepreneurs du Monde a créé **Wakili** qui signifie « Volonté, Persévérance » pour accompagner des personnes vulnérables mais entreprenantes, les aider à développer durablement leurs activités génératrices de revenus et améliorer le bien-être de leur famille. L'équipe de Wakili porte une attention particulière aux personnes ayant un handicap ou vivant avec le VIH. L'équipe propose aux micro-entrepreneurs des services socio-économiques (formations, accompagnement individualisé, référencement social, etc) et des financements adaptés (microcrédit, épargne). Wakili, récemment transformée en société, est la seule institution de microfinance sociale en Guinée à octroyer des crédits sans garantie matérielle ni caution solidaire ou personnelle, à proposer l'ouverture d'un compte épargne sans frais préalable et à rémunérer cette épargne à vue.

- **Madagascar**

Créée en 2007 et soutenue par ATIA, **Vahatra** signifie "racines" en malgache. L'association donne la possibilité à ses bénéficiaires d'obtenir des conseils concrets, des référencements et des prêts, afin de leur permettre de démarrer ou de développer une activité génératrice de revenus ou d'accéder à une formation professionnelle diplômante et ainsi d'accroître leurs revenus. Ses activités sont dédiées aux personnes vivant en-dessous du seuil de pauvreté, et elle soutient plus de 20 000 personnes par an. Bien implantée dans l'agglomération d'Antsirabe, Vahatra jouit d'une forte reconnaissance des populations et autorités locales. La part d'activité dédiée aux services financiers a atteint l'équilibre financier en 2018. L'organisation est notamment reconnue pour son programme d'accompagnement social, dont elle fait une composante essentielle de son action.

- **Togo**

Entrepreneurs du Monde a créé l'institution de microfinance **Assilassimé** en 2012, aujourd'hui une association de droit togolais. Elle a obtenu en 2015 son agrément pour exercer des activités de microfinance et a déposé depuis une demande d'agrément pour collecter l'épargne. Fin 2018, elle a atteint la viabilité opérationnelle. Assilassimé compte plus de 23 000 emprunteurs actifs et est implantée dans différents quartiers périphériques de Lomé. Elle pratique une microfinance très sociale

et touche des populations très exclues. Pour favoriser leur inclusion socio-économique, l'équipe travaille avec 32 associations qui lui réfèrent notamment des personnes vivant avec un handicap ou avec le VIH, des veuves, des mères célibataires. Puis elle demande à ces personnes de se constituer en groupes de micro-entrepreneurs pour se former et progresser ensemble, échanger leurs pratiques, s'encourager, se resocialiser. Chacun est accompagné le temps nécessaire pour sa micro-entreprise. Un suivi méthodique de la performance sociale permet de vérifier que les conditions de vie des bénéficiaires s'améliorent.

Au Togo, Entrepreneurs du Monde a également initié l'association togolaise **MIVO Énergie** (« Nous sommes comblés » en langue locale Ewé) en 2013 pour faciliter l'accès à des lampes solaires, réchauds à gaz et foyers améliorés. MIVO a sélectionné une gamme de lampes et réchauds et a créé une marque et des supports marketing. Elle recrute puis forme des distributeurs et noue des partenariats avec des grands comptes pour atteindre rapidement un grand nombre de familles. En amont, MIVO appuie des artisans locaux, producteurs de réchauds ou de porte-marmites. En aval, elle organise des campagnes de sensibilisation et développe des solutions financières pour les bénéficiaires. MIVO a mis en place un partenariat étroit et innovant avec Assilassimé pour permettre à ses bénéficiaires de pouvoir acheter ses produits via de petits crédits adaptés.

- **Sénégal**

Déjà active au Sénégal depuis 2008 auprès de Mutuelles d'Épargne et de Crédit, l'ONG française a créé son propre programme de microfinance sociale **FANSOTO** en Casamance, en 2016. La Casamance est meurtrie par un conflit armé qui a duré plus de 30 ans. L'insécurité dans les villages a causé d'importants mouvements de population vers les villes (Ziguinchor et Bignona), dans des quartiers périphériques déshérités, semi-ruraux et dépourvus d'infrastructures. Les emplois formels y sont extrêmement rares. FANSOTO accompagne presque 10 000 personnes vulnérables qui veulent créer ou développer un commerce, un atelier, un élevage, etc. Les bénéficiaires s'organisent en petits groupes que l'animateur rencontre une à deux fois par mois. Après 6 sensibilisations initiales, les bénéficiaires reçoivent un premier prêt, d'un montant adapté à chacun, sans caution ni garantie. Ensuite, à chaque rencontre, l'animateur de groupe gère les remboursements de prêt et les dépôts d'épargne, et dispense une formation économique ou sociale pour renforcer leur activité mais aussi leur place dans la famille et la communauté.

- **Sierra Leone**

Démarrée par Entrepreneurs du Monde, **Munafa** a commencé ses activités en mai 2019. Les autorisations de licence que Munafa a reçues de la Banque Centrale lui permettent d'accorder ses premiers prêts dans les quartiers défavorisés de Freetown. Pour commencer, les activités se concentreront sur les bidonvilles de Colbot et Kanikay, situés dans les chefferies de l'Est III' du district urbain de l'ouest de Freetown.

- **Haïti**

Depuis 2003, Entrepreneurs du Monde apporte un soutien technique et financier à **Palmis Mikwofinans Sosial** (PMS), programme de microfinance à forte vocation sociale. Pour aider les micro-entrepreneurs à développer leur activité génératrice de revenu et à sortir leur famille de l'extrême pauvreté, Palmis Mikwofinans Sosial leur apporte :

- un livret d'épargne et des crédits adaptés : crédit Coup de Pouce (pour ceux qui partent de zéro), crédit Solva (standard), crédit individuel (pour les entrepreneurs plus aguerris), crédit énergie (pour acheter lampes solaires et réchauds améliorés) ;
- des formations pour améliorer l'impact de ces financements : gestion, vente, mais aussi prévention santé, droits civiques, protection de l'enfant, etc ;
- un accompagnement social pour limiter les accidents de vie : dans chaque agence, un agent social aide ceux qui en ont besoin à résoudre des difficultés ponctuelles (santé, scolarité, problèmes familiaux, etc).

Un partenariat a été établi avec Handicap International pour favoriser l'insertion économique de personnes en situation de handicap. PMS a soutenu plus de 15 000 familles en 2019.

56% des ménages haïtiens vivent en situation de précarité énergétique, dont les conséquences sont dramatiques sur la santé, le budget et l'environnement. Faute d'accès au gaz, ils utilisent le charbon de bois pour la cuisson, ce qui coûte cher et provoque fatigue, fumées nocives, et effondrement de la couverture forestière (2% du pays aujourd'hui, contre 20% en 1978). L'accès à l'énergie électrique est aussi un problème majeur : même pour les rares foyers officiellement raccordés au réseau électrique, l'électricité est intermittente. Entrepreneurs du Monde a créé **PALMIS Enèji** (PE) en 2012 pour ces personnes en situation de précarité énergétique. Devenue Société Anonyme en 2014, PE a créé une marque et un réseau de revendeurs micro franchisés pour diffuser des équipements adaptés, innovants et efficaces (kits d'éclairage solaire, réchauds à gaz et foyers à bois / charbon améliorés) à des prix et conditions de paiement accessibles. Son action inclut la sensibilisation des communautés et le renforcement des capacités.

- **Cambodge**

**Chamroeun Microfinance PLC** (« Progrès, développement » en Khmer) a pour mission d'accroître les moyens de subsistance, les compétences et la confiance en soi des familles pauvres au Cambodge en fournissant des services de microfinance responsables ainsi que des services socio économiques complémentaires. Créée en 2006 à l'initiative d'Entrepreneurs du Monde, Chamroeun a atteint l'équilibre financier dès 2010. Depuis autonome, Entrepreneurs du Monde a repris la gestion de Chamroeun avec les difficultés rencontrées en 2017, avec Yannick Milev ancien Coordinateur Asie aujourd'hui directeur de l'IMF. Les participations d'Entrepreneurs du Monde et de Microfinance Solidaire SAS ont été revendues à un entrepreneur social ReNet Japan en 2018 et Chamroeun

soutient de plus en plus l'agriculture, avec plus de 33 000 emprunteurs actifs à fin 2019 dont 57% en zone rurale.

En milieu rural, 64% des foyers cambodgiens ne sont pas connectés au réseau électrique et ont recours à des lampes à kérosène ou à de vieilles batteries de voiture. Entrepreneurs du Monde a créé en 2015 l'entreprise sociale **Pteah Baitong** (« Maison verte » en Khmer) pour fournir des kits d'éclairage solaires de qualité aux familles les plus vulnérables, en zone rurale. Depuis 2018, dans certains villages, Pteah Baitong met aussi en place des micro-réseaux solaires qui fournissent une énergie bon marché et fiable, d'une puissance suffisante pour développer des activités génératrices de revenu. L'équipe distribue donc également des équipements à usage productif (ex : incubateur à oeufs ou à grillons, rice cooker, réfrigérateur).

- **Inde**

**Sampurna Training and Entrepreneurship Program (STEP)**, association dédiée à la microfinance sociale, a été créée à l'initiative d'Entrepreneurs du Monde, en 2007, dans les quartiers très pauvres de Kolkata. L'organisation a pour mission de fournir aux familles à faibles revenus et défavorisées des services financiers, sociaux, d'appui aux petites entreprises et d'accès à l'emploi qui soient durables, adaptés et innovants pour qu'elles gagnent en autonomie et réalisent leurs souhaits. Dans le cadre d'un partenariat constructif entre les deux structures, STEP s'est autonomisée et professionnalisée (gestion, administration, animation, formation). Elle a atteint l'équilibre financier en 2009, et continue sa croissance depuis. A fin 2019 STEP comptait plus de 13 000 emprunteurs actifs.

- **Myanmar**

En 2014, Entrepreneurs du Monde a créé **Sont Oo Tehtwin** (« Entrepreneur » en birman) pour soutenir des familles extrêmement vulnérables de Dala, Seikkyikhanaungto, Twante et Kawhmu, dans le sud de Yangon. Elle offre des services financiers et socio-économiques adaptés à près de 12 000 familles pauvres : des prêts sans garantie, un compte épargne, des formations et des conseils pour aider les micro-entrepreneurs à développer leur activité génératrice de revenu et à améliorer leurs conditions de vie.

Les micro-entrepreneurs se constituent en groupes d'une quinzaine de personnes et se réunissent toutes les deux semaines en zone urbaine ou tous les mois en zone rurale pour réaliser les remboursements de crédit et les dépôts d'épargne, et pour participer à une formation. Avant même l'obtention d'un premier prêt, ils participent à des formations initiales pour apprendre à épargner, à évaluer leur besoin de crédit, à éviter le surendettement et à faire fonctionner le groupe de manière démocratique et efficace.

- **Philippines**

Depuis 2005, **Social Enhancement for Entrepreneurial Development Center Philippines (SEED)** agit dans la province de Cavite au sud de Manille à proximité immédiate de communautés

vulnérables. Depuis sa création, SEED bénéficie d'un appui rapproché d'Entrepreneurs du Monde, tant financier que technique pour renforcer sa mission sociale. Pour s'adapter aux besoins des communautés les plus pauvres, SEED développe un service d'épargne renforcé par un accompagnement régulier et des formations spécifiques. L'objectif de ce projet est d'aider les participants à atteindre un objectif d'épargne et à renforcer leurs capacités. L'un des moments clé de cet accompagnement est la formation qui débouche sur la construction d'un projet familial et permet aux personnes les plus déterminées de se lancer dans la création d'une nouvelle activité. Pour accompagner spécifiquement ces personnes déterminées à créer leur activité génératrice de revenus, SEED propose un prêt à taux zéro assorti de formations intensives et d'un suivi régulier dans la gestion de l'activité génératrice de revenus. Ce coup de pouce répond bien aux besoins de personnes qui n'ont jamais géré de crédit et qui un jour deviendront bénéficiaires classiques de SEED.

**Samar Crusade against Poverty Inc. (SCPI)** a été créé en 2014 par Noel Gabrito dans sa ville natale de Catarman à Northern Samar grâce au soutien de la population locale qui a réussi à financer la période test. Le projet est né de la volonté de s'attaquer aux usuriers opérant sur le marché de Catarman en offrant les mêmes services mais à des taux abordables. En effet, la microfinance traditionnelle exclut les zones rurales de Samar. Après plusieurs missions pour évaluer le potentiel de SCPI, Entrepreneurs du Monde a décidé de lui apporter son soutien technique et financier pour renforcer ses capacités et développer ses activités auprès des populations marginalisées de la province de Northern Samar. SCPI fournit à la fois des services financiers de qualité et des services de renforcement des capacités. Ce programme accroît la résilience des communautés vulnérables ciblées et a une approche réellement innovante et attrayante.

Pour s'éclairer et réduire le sentiment d'insécurité, les familles utilisent des bougies ou des lampes à kérosène ou encore se connectent illégalement au compteur d'un voisin plus chanceux. Mais ces plans B sont très coûteux, très dangereux et insuffisants pour répondre à leur besoin d'éclairage et de sécurité. Entrepreneurs du Monde a créé **Access to Energy Company (ATE Co.)** en 2015 pour aider ces familles à s'équiper d'un kit solaire individuel, abordable, robuste, alimenté par des batteries au lithium. Il offre 3 points de lumière et une recharge de téléphone. Pour faciliter l'acquisition de ces kits par les plus pauvres, l'équipe offre un service de location-vente, le Pay-As-You-Go (PAYG), un système flexible, rentable et durable, qui permet aux clients de financer leur équipement au rythme de leurs disponibilités financières, et à terme, d'en devenir propriétaires. L'équipe ATE Co. installe dans chaque logement un kit solaire doté d'une technologie d'activation à distance sans investissement initial demandé. L'animateur collecte régulièrement à domicile l'équivalent d'une consommation de quelques jours, en fonction des capacités de la famille. Ce versement modeste déclenche l'envoi d'un code par sms qui permet à la famille d'activer son kit solaire. En quelques mois de « location bail », elle devient propriétaire de son kit et bénéficie d'un éclairage solaire de qualité, gratuit, illimité et renouvelable.

- **Vietnam**



Au Vietnam, le secteur de la microfinance est dominé par les banques d'État qui proposent des prêts subventionnés à des taux d'intérêt extrêmement faibles mais sans dispositif d'accompagnement des emprunteurs. Ces services ne sont pas toujours adaptés aux plus vulnérables. La province de Dien Bien est la plus pauvre du Vietnam : plus de la moitié des familles, pour la plupart issues de minorités ethniques, vit en dessous du seuil de pauvreté. Entrepreneurs du Monde y a lancé **Anh Chi Em (ACE)** (« Frères et sœurs ») en 2007 pour leur permettre d'accéder à des services financiers adaptés à leur petite activité agricole ou commerçante. Une large place est faite aux services d'accompagnement, essentiels à la réussite socio-économique de ces micro-entrepreneurs. Depuis fin 2015, le programme Anh Chi Em a atteint l'autosuffisance opérationnelle (les recettes couvrent les dépenses). Anh Chi Em se développe de manière durable pour servir les populations pauvres du Vietnam. En 2016, le programme ACE a servi 40% de personnes vivant en-dessous du seuil d'extrême pauvreté. Ce résultat est cohérent avec la mission et le contexte d'ACE : les minorités ethniques regroupent 50% des personnes les plus pauvres du Vietnam alors qu'elles ne représentent que 14% de la population.

#### **IV. POLITIQUE SALARIALE ET EXEMPLARITE SOCIALE, FORMATION PROFESSIONNELLE**

Toutes les entités de droit français créées à l'initiative de l'association Entrepreneurs du Monde, dont la société Microfinance Solidaire, partagent la même politique salariale, les conditions d'emploi et opportunités de formation. La gestion des Ressources Humaines de Microfinance Solidaire est assurée par la mise à disposition d'une personne d'Entrepreneurs du Monde à raison de 2 jours par mois.

La politique salariale d'Entrepreneurs du Monde date de 2015. Avec l'évolution vers des fonctionnements plus collégiaux et participatifs décrite dans le point II de ce rapport, et la recherche d'une organisation « épanouie », les équipes ont exprimé le souhait de réfléchir à la politique salariale et aux gratifications (financières et non-financières) que chacune et chacun tire de son travail. Un groupe de travail a été constitué en juin 2018. Ses réflexions, encore en cours, permettront de produire des propositions concrètes favorisant :

- la refonte de la politique salariale,
- la mise en place d'autres gratifications financières et non financières, dans l'idée de maximiser la satisfaction des salariées et salariés,
- l'évolution du processus de décision et du fonctionnement internes sur ces sujets, dans l'idée d'un fonctionnement plus participatif et transparent.

Les résultats de ces réflexions seront présentés dans un prochain rapport.

## **V. LIEN AVEC LES UTILISATEURS : BENEFICIAIRES, CLIENTS USAGERS...**

Les effets des entreprises sociales financées sur leurs bénéficiaires finaux et la pérennité de leurs activités sont au cœur de l'objet social de Microfinance Solidaire, qui cherche à répondre aux enjeux du développement durable listés dans la suite de ce rapport.

### **ODD-1 : Pas de pauvreté**

Selon les Nations Unies, plus de 700 millions de personnes vivent toujours dans une extrême pauvreté. À lui seul, l'accès aux services financiers ne fait pas reculer la pauvreté, mais il peut y participer de manière significative. Depuis sa création, Microfinance Solidaire fait le choix de soutenir une microfinance plus sociale, destinée aux personnes les plus vulnérables, toujours très peu desservies, en partenariat avec les associations Entrepreneurs du Monde et ATIA. La mission sociale et les activités de gestion de la performance sociale sont appliquées dès le démarrage des activités, et les résultats obtenus sur les indicateurs relevés sont positifs. Entrepreneurs du Monde a aussi démontré la pertinence de son approche avec l'existence désormais de plusieurs organisations spécialisées dans l'offre aux plus vulnérables et aux publics marginalisés, et ceci de façon pérenne.

Les activités de microfinance sociale soutenues par Microfinance Solidaire visent à permettre à 250 000 personnes en situation de très grande précarité / an, de créer ou de développer leur propre activité génératrice de revenus, pour améliorer leurs conditions de vie et celles de leur famille. Elles les encouragent aussi à développer une épargne pour leur permettre de faire des projets ou d'être en capacité de répondre aux accidents de la vie.

### **ODD-3 : Bonne santé et bien-être**

En plus de services financiers adaptés à leurs besoins, les micro-entrepreneurs accompagnés par les entreprises sociales financées par Microfinance Solidaire bénéficient de formations à la gestion pour mieux maîtriser leur activité économique et à des sensibilisations sur des nombreux sujets tels que la prévention santé, les droits des personnes, l'éducation des enfants, etc. Ces formations sont destinées à renforcer leur confiance en eux et leurs capacités à entreprendre avec succès. Dans la majorité des entreprises sociales, des services de référencement social complètent le dispositif : les institutions de microfinance emploient des travailleurs sociaux qui participent à identifier les personnes en situation de détresse (maladies, handicaps, violences, etc), leur offrent une possibilité d'écoute individuelle et leur proposent des solutions de référencement auprès d'institutions spécialisées capables de les aider. Ces personnes font ensuite l'objet d'un accompagnement par le travailleur social qui s'assure que les solutions proposées sont bien adaptées.

L'accès à l'énergie est aussi un enjeu de santé publique dans lequel Microfinance Solidaire est impliquée en finançant le fond de roulement de 5 entreprises sociales travaillant dans ce secteur. L'Organisation Mondiale de la Santé estime que la pollution de l'air domestique causée par l'utilisation

inefficace de combustibles solides est responsable de plus de 4 millions de décès par an, notamment les femmes et les enfants qui sont longuement exposés aux fumées nocives. Ces équipements peu sécurisés font aussi de nombreuses victimes de brûlures et d'incendies.

### **ODD-10 : Inégalités réduites**

Les impacts économiques et sociaux des entreprises sociales financées par Microfinance Solidaire sont multiples et conséquents et ce, puisque leur finalité même est l'amélioration des conditions de vie des personnes en situation de grande vulnérabilité et de leurs familles. Ainsi, ils touchent environ 250 000 familles chaque année, avec une hausse régulière des revenus et la constitution d'une épargne favorisant l'accès aux services sociaux de base (éducation des enfants, accès à l'eau et à l'électricité, soins de santé, etc) permettant de mieux faire face aux imprévus de la vie.

Parmi les effets majeurs, les familles bénéficiaires mettent en avant le fait qu'elles peuvent assurer 3 repas par jour et envoyer les enfants à l'école. Il s'agit là de résultats majeurs dans la lutte contre la pauvreté, un des objectifs étant clairement que les enfants des emprunteurs puissent vivre à terme dans de meilleures conditions que leurs parents. Par ailleurs, les services d'accompagnement social permettent de proposer des solutions tangibles aux difficultés rencontrées par les bénéficiaires : accès aux soins adaptés, à l'état civil, à l'éducation et la formation, etc. Le référencement social permet, quant à lui, aux ménages de développer des comportements permettant de prévenir les maladies infectieuses et les pratiques sociales néfastes (excision, violences conjugales, mariages précoces, etc) et de promouvoir une citoyenneté responsable (respect des lois et règlements, participation citoyenne, etc).

Pour plus d'informations, se référer au rapport détaillé sur la performance sociale, intégré avec toutes les activités de recherche et d'impact menées par Microfinance Solidaire S, en annexe du rapport d'activité global 2019.

## **VI. SITUATION DE L'ENTREPRISE EN MATIERE DE DIVERSITE, DE LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS ET D'EGALITE HOMMES FEMMES, EGALITE PROFESSIONNELLE**

La lutte contre les discriminations et pour l'égalité femmes-hommes est un enjeu supplémentaire du développement durable auquel Microfinance Solidaire tente de répondre :

### **ODD-5 : Égalité entre les sexes**

Les femmes pauvres cumulent les difficultés : souvent chargées de familles, elles sont moins rémunérées pour leur travail que les hommes, assument un très large éventail de tâches quotidiennes, sont souvent victimes d'injustices, de violences et d'exclusions. En cherchant à toucher les populations les plus fragiles, la microfinance sociale soutient donc naturellement un public

majoritairement féminin : les bénéficiaires finaux des entreprises sociales financées par Microfinance Solidaire sont à 85% des femmes.

L'équité entre les hommes et les femmes continuera d'être au cœur des préoccupations du réseau Entrepreneurs du Monde. Les sensibilisations aux droits des personnes et aux relations hommes/femmes sont destinées à leur faire connaître leurs droits et à leur faire prendre conscience de leur valeur intrinsèque. La méthodologie de groupe mise en œuvre par Entrepreneurs du Monde favorise les échanges entre femmes et crée une émulation positive entre les membres de chaque groupe.

La microfinance sociale joue donc un rôle très actif dans la promotion économique des femmes et l'affirmation et la reconnaissance de leur valeur individuelle.

Par ailleurs, depuis 2014 le partenaire opérationnel principal de Microfinance Solidaire, Entrepreneurs du Monde, prend progressivement conscience de son intérêt à mieux prendre en compte le genre<sup>2</sup> dans son fonctionnement et ses actions. Elle voit dans cette meilleure prise en compte du genre une façon d'améliorer l'impact auprès des bénéficiaires finaux et des entreprises sociales dans les pays en développement et souhaite devenir une référence de l'inclusion vis-à-vis de toutes les formes de ségrégation et d'inégalités.

Parmi les actions, par exemple, Entrepreneurs du Monde a été formé au Togo par le Centre pour les Energies Renouvelables et l'Efficacité Energétique pour devenir un point focal « énergie et genre » pour l'Afrique de l'ouest. Au Myanmar, SOO entreprend son auto-évaluation quant à l'égalité femmes-hommes accompagné par United Nation Capital Development Fund. En France, le genre est à l'ordre du jour des réunions d'équipe trimestrielles réalisées en présence de l'équipe de Microfinance Solidaire, avec par exemple du théâtre-forum autour de situations vécues, ou encore des jeux pour affiner le vocabulaire utilisé.

## **VII. DIMENSION ENVIRONNEMENTALE DU DEVELOPPEMENT DURABLE**

Pour la Société, cette dimension est en lien avec :

### **ODD-12 : Consommation et production responsables**

---

<sup>2</sup> Le genre est une notion qui se réfère aux différences entre les hommes et les femmes en termes de relations sociales. Elle décrit les attributs, les rôles et les activités assignés par la société liés au fait d'être une femme ou un homme.

Les activités de microfinance n'ont pas en soi d'impact favorable sur l'environnement, sauf lorsqu'elles permettent de financer l'acquisition de moyens économes de cuisson (foyers améliorés et foyers à gaz) et d'éclairage (lampes solaires en remplacement de l'éclairage au kérosène). Entrepreneurs du Monde, avec le financement apporté par Microfinance Solidaire, pousse au développement de ce type de crédit dans les pays où il développe aussi des réseaux d'accès à l'énergie (Haïti, Togo, Burkina Faso, Cambodge et Philippines). L'activité de ces réseaux a, par contre, un fort impact favorable en diminuant fortement les consommations de bois, de charbon et de kérosène. En effet, le recours à la biomasse ligneuse pour les besoins de cuisson des ménages et entreprises de transformation a des conséquences néfastes sur l'environnement. Il est en partie responsable de la déforestation galopante qui sévit dans les pays en développement : à titre d'exemple, en dix ans le Togo a perdu la moitié de sa surface forestière.

Dans les pays dans lesquels sont situés les entreprises sociales favorisant l'accès à l'énergie financées par Microfinance Solidaire SAS (Haïti, Burkina Faso, Togo, Cambodge et Philippines), 87 à 95% de la population dépend encore des combustibles ligneux pour ses besoins en énergie de cuisson et moins d'un tiers de la population a accès au réseau électrique. Une grande majorité des ménages utilise des équipements de cuisson ou d'éclairage rudimentaires, peu coûteux à l'achat mais dont l'efficacité énergétique est souvent médiocre : foyers « trois pierres » à bois, foyer de type « malgache » pour le charbon, lampions à pétrole ou lampes torches à pile pour l'éclairage.

L'accès universel à une énergie moderne, propre et économique est un facteur essentiel pour l'atteinte des nouveaux Objectifs de Développement Durable et notamment l'**ODD-7 : Énergie propre et d'un coût abordable**. La précarité énergétique a en effet des conséquences environnementales, socio-économiques et sanitaires qui touchent les ménages les plus démunis et plus particulièrement les femmes.

Dans le budget des ménages, l'achat de combustibles pèse d'autant plus lourd quand les équipements de cuisson et d'éclairage utilisés sont rudimentaires, peu efficaces, et donc énergivores. Par exemple, on estime qu'un ménage vivant à Ouagadougou, au Burkina Faso, dépense jusqu'à 10€ par mois pour l'achat du combustible de cuisson, ce qui représente jusqu'à 15% de ses revenus.

Pour faciliter l'accès des plus démunis à une énergie moderne, propre et économique les entreprises sociales financées par Microfinance Solidaire développent des réseaux de distribution microfranchisés. Ils s'associent pour cela aux communautés locales en donnant à des hommes et des femmes l'opportunité de développer une activité de vente de lampes et réchauds qui complète leur revenu.

Leur succès tient au fait que les entreprises sociales rendent accessibles dans un seul point de vente de proximité des produits essentiels et les services financiers facilitant leur acquisition. Le modèle économique sur lequel sont fondés les programmes permet donc de lever les différentes barrières de marché, pour accélérer la diffusion des équipements. Il est aussi basé sur des produits répondant aux

meilleurs standards internationaux et choisis avec les familles bénéficiaires pour assurer la prise en compte optimale de leurs besoins.

Enfin, **la Société contribue à réduire ses propres émissions de CO<sub>2</sub>**. Le Comité de Surveillance du 8 février 2019 a approuvé les grands principes de contribution à la réduction des émissions de CO<sub>2</sub> liées aux déplacements professionnels :

- Mieux vaut ne pas émettre que de compenser : la compensation carbone ne peut pas intervenir en première intention.
- Pour les déplacements inévitables dans le cadre professionnel : éviter les vols intra-européens et vols intérieurs ayant une alternative terrestre de moins de quatre heures.
- Choisir des vols internationaux sans escale, en classe économique, dans des avions récents et moins consommateurs d'énergie.
- Compenser les émissions carbone systématiquement, liées aux déplacements et au matériel utilisé.

Parmi les certificateurs reconnus, c'est le label du Gold Standard qui a été choisi pour compenser, qui est également le certificateur de deux entreprises sociales partenaires d'Entrepreneurs du Monde.

Les membres du Comité de Surveillance ont approuvé de compenser les émissions de CO<sub>2</sub> indispensables sur le marché carbone volontaire non seulement pour l'année 2018 mais aussi depuis la création de la société en 2010. Cela représente 2 400 € de compensation pour la période 2010 – 2018. Depuis, la compensation est réalisée sur une base annuelle.

## **VIII. ETHIQUE ET DEONTOLOGIE**

Les questions éthiques et déontologiques doivent être au cœur des réflexions de toutes les entreprises – et pas seulement aux entreprises solidaires d'utilité sociale.

La procédure de gestion du risque de la société traite des mesures mises en place contre le blanchiment d'argent et la lutte contre la corruption.

+ Mise en place du Comité d'éthique précisé supra